

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 07/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Pas de commentaires sur cette question.

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Non. Nous n'y sommes pas favorables.

La puissance de raccordement adaptée doit être établie comme le minimum entre la puissance max atteinte et la puissance de raccordement avant modification. La puissance souscrite doit être retirée de la formule. A défaut, cette formule ne permet pas la prise en compte des optimisations de puissance, notamment suite mise en service de nouveaux équipements et leur impact sur la puissance soutirée dans un futur proche.

Par ailleurs, aucune modification de puissance de raccordement ne devrait intervenir en cas de demande de PTF en vue d'une augmentation de la PS; de même pas de révision de la puissance de raccordement en cas de demande de facturation à la puissance atteinte formulée par le client dans les 6 mois précédents. La tolérance de 10% est à apprécier en fonction du retrait ou non de la puissance souscrite max de la formule. En cas de maintien, 10% est une tolérance nettement insuffisante dans nos métiers.

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Les paramètres de la formule devraient être harmonisés au minimum à 5 ans d'historique, que l'on soit sur réseau de distribution ou de transport.

La formule devrait intégrer une projection à 3 ans de la puissance de raccordement anticipée par le client dans le cas de projets engagés impactant la consommation électrique des sites consommateurs ou producteurs.

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Pas de commentaires.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Idem question 3

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Une indemnisation financière doit être octroyée aux sites ayant fait l'objet d'une contribution financière aux ouvrages de raccordement concernés selon convention de raccordement établie.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Toute modification automatique est à bannir et doit faire a minima l'objet d'un préavis permettant au site consommateur de prendre acte de la puissance de raccordement calculée selon la formule. La prise en compte de nouveaux projets de raccordement doit être permise par un échange avec RTE ou Enedis.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

idem réponse à la question 6

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Bien évidemment.
Toutefois, nous rappelons la nécessité de ne pas recourir à cette option 2 par une bonne prise en compte des projets de chaque site consommateur ou producteur dans le cadre d'échanges nourris et argumentés avec le réseau.

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Une limitation de ce droit en deçà de 15 ans ou 20 ans pour certains projets - délai d'amortissement pour les projets de moyen ou long terme - paraît inenvisageable.

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Voir précédente réponse.
2 ans serait parfaitement ridicule.

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Sans opinion

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Sans opinion

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Sans opinion

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée Nmoy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Sans opinion

SAICA PAPER EL

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

| L'indemnisation d'un site ayant participé financièrement aux ouvrages de raccordement doit être totale.

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

| Non favorable à cette option.

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?